



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de coordination des politiques interministérielles  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

## **ARRÊTÉ**

**portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société de cogénération de Picardie (SO.CO.PIC) à AMIENS**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT préfet de la Somme à compter du 24 juillet 2023 ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 et notamment son article 31 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 mai 2000 délivré à la société DALKIA pour l'exploitation d'une centrale thermoélectrique de cogénération sur la zone industrielle Nord d'Amiens, parcelle cadastrée section KR n° 627 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 délivré à la SOCIÉTÉ DE COGÉNÉRATION DE PICARDIE (SO.CO.PIC) pour les installations qu'elle exploite sur le site suscité, anciennement exploité par la société DALKIA, et notamment ses articles 3.2.2 et 3.2.5.1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2022 mettant en demeure la société SO.CO.PIC de respecter les dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité et des articles 3.2.2, 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 donnant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le changement d'exploitant intervenu le 15 juin 2000 au bénéfice de la société SO.CO.PIC pour l'exploitation des installations suscitées;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 11 avril 2023 transmis à l'exploitant par courriel du 18 avril 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société SO.CO.PIC a été mise en demeure, le 9 septembre 2022, pour les installations exploitées sur le site susvisé, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par les dispositions :

- de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé qui prévoit que « *Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1* », « *[Les appareils de mesure en continu] sont étalonnés [...] selon la procédure QAL 2.* », « *L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3* » ;

- de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 qui prévoit que « *L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières, etc.) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 1384-1) sont respectées* » ;

- de l'article 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 qui prévoit que « *[Les appareils de mesure en continu] appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST)* » ;

2. au cours de la visite d'inspection du 11 avril 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives et présenté les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 ;

3. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. – OBJET**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 délivré à la société SO.CO.PIC pour les installations qu'elle exploite sur la zone industrielle Nord d'Amiens, parcelle cadastrée section KR n° 627, sont abrogées.

### **ARTICLE 2. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 3. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à

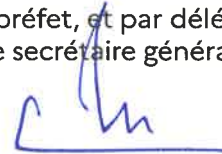
compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SO.CO.PIC.

Amiens, le **08 AOUT 2023**

Pour le préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD